



Master Économie appliquée

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Économie appliquée. 2017, Université de Lorraine. hceres-02028737

HAL Id: hceres-02028737

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02028737>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations



Rapport d'évaluation

Master Economie appliquée

Université de Lorraine

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 14/06/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2016-2017

sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ(s) de formations : Droit, économie, gestion

Établissement déposant : Université de Lorraine

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Présentation de la formation

La mention *Economie appliquée* est composée d'une spécialité unique intitulée *Expertise statistique pour l'économie et la finance* (ESEF). Cette spécialité existe au sein de cette mention depuis 2005. Les enseignements sont basés sur le site de Metz. La formation accueille en 1^{ère} année de master (M1) des étudiants issus de formations garantissant un niveau minimum en mathématiques et statistiques : licence *Sciences économiques* (de manière automatique), *Mathématiques et économie*, *Droit-Economie* ou *Mathématiques* (sur dossier préalable).

Les effectifs s'élèvent ces dernières années à une trentaine d'étudiants en M1 et une vingtaine en 2^{nde} année de master (M2).

Elle forme des statisticiens et chargés d'études économiques avec des compétences approfondies en analyse quantitative, en économétrie mais également, en anglais. Le secteur prioritairement visé est celui de la finance mais les étudiants peuvent légitimement postuler à des postes au sein d'instituts statistiques ou de pouvoirs et institutions publics. Le marché du travail n'est pas exclusivement français ; il s'étend à l'international avec notamment un flux d'étudiants employés au Luxembourg.

Analyse

Objectifs

Le positionnement de la mention à travers son unique spécialité ESEF est clairement explicité : former de futurs cadres dotés d'une double compétence en statistique et en analyse économique, en particulier en finance de marché. La formation est résolument tournée vers les besoins statistiques et d'expertise des marchés. Cela la rend spécifique et permet aux diplômés de se positionner favorablement sur le marché du travail, à la fois dans la finance mais également dans d'autres secteurs (pouvoirs publics locaux, instituts statistiques...) grâce aux compétences acquises (maîtrise globale des outils économétriques). L'acquisition de compétences en anglais est l'un des objectifs de la formation qui accorde un nombre d'heures d'enseignement de l'anglais important, qui comprend notamment de l'anglais financier et des exercices d'insertion professionnelle en anglais, deux points indispensables sur les marchés du travail visés. Une cohérence globale se dégage entre les compétences recherchées, les enseignements dispensés et les métiers visés à l'issue de la formation.

| Organisation |
|---|
| <p>Les enseignements sont axés sur trois domaines : méthodes et techniques quantitatives, analyse économique, finance. La spécialisation est bien marquée entre les deux années de formation. Cette spécialisation est visible tant dans les enseignements théoriques, majoritaires en M1 que dans l'acquisition d'outils économétriques, plus poussée en M2, mobilisant alors davantage d'analyses pratiques. De fait, les enseignements proposés sont pertinents au regard des objectifs de la formation, même si les intitulés des unités d'enseignement (UE) en M1 sont peu lisibles.</p> <p>La mention n'englobe qu'une seule spécialité et ne propose que deux matières mutualisées au niveau du M1, avec la 2nde année de la spécialité de master <i>Conseil économique et contrôle organisationnel</i> de la mention <i>Economie de la firme et des marchés</i> (EFM - localisée également sur le site de Metz). Cette mutualisation sur des matières techniques et quantitatives est toutefois cohérente.</p> |
| Positionnement dans l'environnement |
| <p>La formation profite d'un positionnement géographique à proximité du bassin d'emploi luxembourgeois dans le secteur financier auquel répond en partie la formation. Pour autant, seules deux banques sont citées comme partenaires tandis qu'un rapprochement avec les pouvoirs publics, les décideurs publics, évoqué à raison au début du dossier, ne semble pas se concrétiser. On peut s'interroger sur le fait que, depuis 2005 et l'existence de la spécialité, ces aspects essentiels n'aient pas encore fait l'objet d'améliorations et sur la motivation à aller dans ce sens.</p> <p>Au niveau de l'Université de Lorraine, la formation est bien spécifique par rapport aux spécialités de l'autre mention de master d'économie (<i>Economie de la firme et des marchés financiers</i>) proposée par l'établissement. Une spécialité <i>Ingénierie et finance de marché</i> existe néanmoins au sein de la mention <i>Finance, contrôle, comptabilité</i> mais dont la dimension quantitative est sensiblement moins marquée. Aucune coopération n'est pourtant évoquée entre ces deux formations.</p> <p>Au niveau régional, la formation ne présente pas de coopération avec d'autres formations supérieures. Une spécialité intitulée <i>Statistique et économétrie</i> en Alsace couvre en partie les outils enseignés sur Metz et représente une concurrence potentielle ; toutefois, la spécialisation de la formation ESEF dans le secteur financier la différencie.</p> |
| Equipe pédagogique |
| <p>L'équipe pédagogique universitaire est variée, présentant des profils, des thématiques, des spécialités différentes (économie, gestion, informatique, anglais, mathématiques), complémentaires et utiles pour les étudiants en termes de compétences à valoriser.</p> <p>La formation est dirigée par le responsable de formation et les deux responsables d'année. Les modalités de réunion de l'équipe pédagogique ne sont pas précisées mais la formation s'appuie sur une équipe de formation qui s'avère être l'organe décisionnaire, appliquant en outre les recommandations du conseil d'orientation et de perfectionnement (COP).</p> <p>Le nombre des intervenants extérieurs listés dans le dossier s'avère par contre insuffisant ; ce qui constitue le principal point faible de la formation. D'une part, les profils professionnels de ces intervenants ne sont pas communiqués. D'autre part, le dossier permet de comptabiliser un professionnel en M1 pour 6,30 % du volume horaire d'enseignement et surtout seulement deux professionnels et un vacataire en M2. Le dossier indique un pourcentage d'interventions professionnelles de 28 % du volume horaire en M2 mais les données fournies par l'établissement ne permettent pas de retrouver ce pourcentage qui atteint seulement 6,55 % (37 heures équivalent travaux dirigés - EQTD), auquel il est peut-être possible d'ajouter 24 heures HQTD effectuées par un vacataire extérieur (dont la profession n'est pas mentionnée) pour atteindre 10,80 %. Cet aspect est problématique d'autant qu'il avait déjà été souligné lors de la précédente évaluation.</p> |
| Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études |
| <p>Les effectifs en M1 semblent stables (30-35 étudiants) tandis que la moyenne en M2 est de 22 étudiants avec toutefois une variabilité assez importante (de 15 à 31 entre 2009 et 2015). Pour l'essentiel (entre 55 % et 75 %), il s'agit d'étudiants ayant validé leur M1. Les effectifs en formation continue sont rares.</p> <p>Le taux de présence aux examens est préoccupant en M1 avec un ratio de seulement 46,40 % en 2014 (13 présents sur les 28 inscrits). Il y avait 35 présents pour 50 inscrits l'année précédente. Du fait des réorganisations des spécialités entre les mentions d'économie, il est impossible de remonter plus avant. Aucune explication n'est avancée concernant cette particularité récente à surveiller à l'avenir.</p> <p>En parallèle, la part des étudiants étrangers dans la formation est forte (plus de 60 % depuis 2014), en majorité en provenance du Luxembourg, ce qui pose la question de l'attractivité de la formation auprès des titulaires de licence de l'Université de Lorraine.</p> <p>En revanche, le taux de réussite parmi les étudiants présents aux épreuves est très satisfaisant en M1 atteignant 84,60 % pour la promotion 2014 et 94,30 % l'année précédente. En M2, ils sont supérieurs à 80 % en moyenne depuis 2009 avec même près de 97 % pour les deux dernières promotions cumulées.</p> |

Les échecs antérieurs à 2013 sont expliqués par des abandons et des réinscriptions du fait de stages dépassant la date du 30 septembre, ce qui induit des taux de poursuite d'études élevés, entre 22 % et 31 % sur la période 2009-2013, qui ne s'expliquent donc pas par une poursuite des études en doctorat (un seul cas sur la période 2009-2013).

Les données d'enquête montrent une insertion assez rapide des étudiants. Ainsi, le taux d'insertion professionnelle à six mois atteint 55 % en moyenne annuelle ; 46 % puis 50 % sur les deux dernières promotions enquêtées qui sont donc en retrait. A 18 mois, le taux d'insertion professionnelle dépasse les 93 % avec 28 étudiants insérés pour 30 actifs sur le marché du travail. Ce taux très satisfaisant correspond de plus à des emplois durables (71,40 % d'emplois en contrat à durée indéterminée (CDI) ; 78,60 % de niveau cadre) pour des revenus moyens qui, lorsque renseignés, se situent entre 2 100 et 2 500 euros nets mensuels.

Place de la recherche

La recherche dans la formation est une préoccupation importante de la part des responsables de la formation. Les étudiants ont la possibilité de s'orienter vers la recherche, en lien avec le laboratoire BETA (Bureau d'Economie Théorique et Appliquée, - Unité mixte de recherche du Centre national de la recherche scientifique - UMR CNRS 7522) et le laboratoire CEREFIGE (Centre européen de recherche en économie financière et gestion des entreprises - équipe d'accueil - EA 3942) sur lesquels est adossée la mention. La répartition des membres de l'équipe pédagogique entre les deux laboratoires n'est pas indiquée. S'ils ont la possibilité de réaliser un mémoire de recherche plutôt qu'un stage, aucun étudiant n'a pourtant effectué ce choix, certains s'étant orientés vers un stage au sein de laboratoires de recherche autres que les deux laboratoires d'adossement. L'adossement aux deux laboratoires est toutefois pertinent pour la mention et bénéfique pour les étudiants, qu'il s'agisse des outils économétriques développés notamment au BETA ou des aspects thématiques telle que la finance, qui est l'un des axes de recherche du CEREFIGE. Les étudiants en bénéficient via l'implication concrète de chercheurs dans l'enseignement et la mise en application de recherches en économétrie appliquée développées au sein du BETA et en finance au CEREFIGE. Le lien entre le BETA et la formation explique probablement la volonté des responsables de développer, parallèlement à la thématique financière, une thématique environnementale qui est un axe qui se renforce au sein du BETA mais dont la cohérence avec la formation actuelle n'est pas évidente *a priori*.

Place de la professionnalisation

Plusieurs dispositions permettent aux étudiants d'acquérir et de consolider leurs compétences professionnelles. Ainsi, ils bénéficient d'enseignements spécifiques (15 heures) afin de faciliter leur recherche de stage, d'affiner leur orientation professionnelle (méthodologie d'étude et de recherche). En outre, six heures sont consacrées, dès le 1^{er} semestre du M1, à des conférences professionnelles ; ce qui permet d'asseoir d'emblée le positionnement professionnel de la formation. Ces conférences font intervenir des anciens étudiants de la formation, renforçant en outre le réseau de la formation. Enfin, une réflexion pertinente a été menée afin d'apporter des enseignements cohérents avec le socle de connaissances et de compétences nécessaires dans les métiers d'analystes financiers.

Pour autant, le nombre de professionnels intervenant dans la formation est insuffisant tandis que la maquette, telle que présentée, en insistant autant sur les techniques, octroie une place insuffisante à l'environnement professionnel (contacts avec le milieu professionnel, projet tuteuré, ateliers de mise en situation). L'absence de listes indiquant les entreprises partenaires, les fonctions occupées par les intervenants professionnels, renforce cette impression négative.

Place des projets et des stages

Un stage facultatif est réalisable en M1, d'une durée minimale de six semaines, dont les modalités de réalisation au cours de l'année ne sont pas décrites. 42 % des inscrits (25 sur 59) ont choisi cette opportunité au cours des deux dernières années, ce qui montre une certaine adhésion des étudiants. Neuf d'entre eux (36 %) ont effectué ce stage à l'étranger. Le stage en M2 a une durée comprise entre 16 et 24 semaines pour 14 crédits européens au total. Certains stages se terminent après le 30 septembre ; ce qui pose des problèmes de validation d'année et impose une réinscription aux étudiants concernés. 14 stages ont été réalisés à l'étranger au cours des deux dernières promotions. En revanche, il est impossible de juger des missions réalisées lors de ces stages, ces éléments n'étant pas renseignés.

L'aide à la recherche de stage est concrète, via des dispositifs classiques : appui sur le service d'information et d'orientation universitaire de l'établissement (SIOU), diffusion de listes d'entreprises, envois d'offres de stage ; ainsi que via des dispositifs moins fréquents mais pertinents : intervention de l'agence pour l'emploi des cadres (APEC), participation à des forums, réunion avec les anciens diplômés et les professionnels, simulations d'entretien...

De manière assez étonnante, le mémoire est décrit davantage comme un rapport de stage que comme un mémoire professionnel, se résumant à une présentation des missions de stage sans proposer une analyse, une problématique en lien avec les missions réalisées. Enfin, on peut également regretter qu'il ne soit pas fait mention de projet tuteuré.

Place de l'international

La formation est tournée vers l'international, s'appuyant sur sa thématique (finance globalisée) et son positionnement géographique à proximité de la frontière luxembourgeoise. De fait, les étudiants étrangers représentent la moitié des effectifs de la mention.

Pour autant, la formation ne semble pas chercher à exploiter d'autres atouts dans ce domaine. Ainsi, il n'y a eu aucun échange ERASMUS entrant ou sortant en M1 sur les deux dernières années (pas de statistiques pour les périodes précédentes) malgré la possibilité offerte aux étudiants. Même si une vaste liste d'universités partenaires est fournie (15 établissements européens), probablement partenaires de l'Université de Lorraine, on ne peut affirmer qu'ils sont des partenaires directs de la mention.

Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite

L'admission en M2 se fait sur dossier sous condition de la validation d'un M1 dans un domaine proche, quelle que soit l'origine. Les dispositifs de mise à niveau ne sont pas visibles à la lecture du dossier mais la progression du taux de réussite en M1 comme en M2 est un résultat tangible en la matière. Parallèlement, un effort est perceptible pour favoriser la réussite des étudiants dans l'enseignement des langues, via le service des centres de langue de l'établissement (Media-langues) disponible pour les étudiants qui y sont sensibilisés, en supplément des enseignements classiques. L'un des objectifs est d'amener les étudiants vers des certificats de langue anglaise ou allemande (Test of English for international communication - TOEIC, Test of English for Foreign language - TOEFL, Zertifikat Deutsch et Certificat de compétences en langue de l'enseignement supérieur - CLES). Aucune statistique n'est indiquée quant à la participation et à la réussite des étudiants.

La démarche de validation des acquis de l'expérience (VAE) est absente du dossier et ne semble pas être une préoccupation des responsables de formation.

Modalités d'enseignement et place du numérique

La mention utilise officiellement la plateforme numérique ARCHE disponible sur l'Université de Lorraine mais les étudiants ne se sont pas encore approprié cet outil, par manque d'informations. Des dispositifs sont évoqués concernant l'accueil d'étudiants handicapés en lien avec la commission handicap de l'établissement.

La formation à distance n'est pas disponible et n'apparaît pas dans les projets futurs de la mention. La formation continue est une possibilité mais cette option reste rare dans les faits et concentrée en M1. Le diplôme n'est pas ouvert à l'alternance et il n'y a pas d'informations concernant d'éventuelles VAE.

L'apprentissage des langues est une préoccupation importante de la formation qui associe cours d'anglais généraux et d'anglais pour la finance. Le nombre d'heures d'anglais (ou d'allemand, choix possible pour les étudiants) est de fait conséquent (suivant les options, 63 heures, 39 heures de cours magistral (CM), et 24 heures de travaux dirigés (TD)) pour l'anglais en M1 et 40 heures (24 heures CM et 16 heures TD, en M2). Les cours magistraux sont majoritaires alors que la pratique de la langue et des méthodologies qui est décrite relève pourtant de TD ; l'usage de l'anglais dans l'insertion professionnelle des étudiants (curriculum-vitae, entretiens professionnels...) n'explique qu'en partie cette particularité. Les responsables cherchent à renforcer plus encore les compétences des étudiants en anglais en généralisant l'usage de l'anglais à tous les moments du cursus et en multipliant le nombre de cours enseignés en anglais.

Evaluation des étudiants

L'évaluation des étudiants est traditionnelle, avec des épreuves de contrôle continu (devoirs, dossiers, exposés) et des partiels en fin de semestre (épreuves écrites ou orales). On note le recours généralisé aux examens réalisés au fil de l'eau.

La procédure de validation du diplôme se fait en deux temps : une commission dite préparatoire, composée de l'ensemble des enseignants se réunissant dans un premier temps avant la réunion du jury proprement dit, composé des seuls responsables de masters (le responsable de la mention et les deux responsables d'année). Les rôles respectifs de ces deux structures et l'intérêt de cette dichotomie ne sont pas précisés et posent question (notamment de savoir si le jury est seulement une chambre de validation officielle).

Les règles de délivrance des crédits européens n'appellent pas de remarques particulières et semblent correspondre à l'importance des compétences à acquérir. Les principes de compensation (UE, semestres et année) et de capitalisation (au niveau des UE) sont appliqués.

Suivi de l'acquisition de compétences

Les étudiants bénéficient d'un portefeuille de compétences dont la présentation et l'utilisation sont intégrées aux cours relatifs à l'insertion professionnelle des étudiants. Ce portefeuille de compétences s'appuie sur deux outils : le portefeuille d'expériences et de compétences (PEC) qui existe à l'échelle nationale, et Lorfolio, mis en place par la région Lorraine. La complémentarité, ou éventuellement substituabilité de ces deux outils, n'est pas évaluable car ces outils ne sont pas explicités tandis que l'usage qui en est fait par les étudiants semble insuffisant d'après le compte-rendu du conseil de perfectionnement (COP). L'Université de Lorraine est toutefois partenaire de ces deux dispositifs et leur utilisation au sein de la mention est un point potentiellement positif qui distingue cette mention par rapport à la mention *Economie de la firme et des marchés financiers* notamment.

Suivi des diplômés

Les enquêtes de suivi des étudiants sont réalisées par l'établissement et analysent le devenir des diplômés à 6 et 18 mois. Il n'y a pas d'autres procédures réalisées en interne afin de suivre les étudiants.

La mise en place d'un site internet associant actuels et anciens étudiants est une piste d'amélioration intéressante suggérée dans le dossier. Cela permettrait de garder un contact plus large que les actions actuelles mobilisant des anciens diplômés, aujourd'hui actifs qui, si elles sont très utiles, ne concernent *a priori* qu'un nombre limité d'étudiants. C'est un enjeu d'importance, au niveau de la cohérence professionnelle de la formation et de la diffusion d'informations (stages, emplois...)...

Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation

La mention est dotée d'une équipe dite de formation composée des responsables de mention et d'année de la spécialité ESEF, d'un professionnel, de deux secrétaires et d'un membre de la direction de la formation, de l'orientation et de l'insertion professionnelle de l'Université de Lorraine. Elle se réunit à l'issue de chaque semestre et est chargée de la mise en place concrète de propositions émanant du COP où sont conviés en plus les délégués étudiants, les deux organes ayant sinon les mêmes contours.

Le dossier inclut un compte-rendu de COP qui fait apparaître une réflexion pertinente sur les points forts et les points d'amélioration de la formation avec de propositions de mesures concrètes. La place de l'étudiant au sein de sa formation d'une part, et dans le monde du travail qu'il intégrera d'autre part, y ressort nettement. Ce compte-rendu nuance également certains propos relayés dans le dossier notamment le décalage entre la disponibilité des outils numériques (ARCHE, PEC) et leur utilisation effective par les étudiants.

La formation ne s'appuie pas (encore) sur une évaluation anonyme de la formation. L'idée est présente dans le dossier mais rien ne permet de dire qu'elle sera effective dans un avenir proche.

Conclusion de l'évaluation

Points forts :

- L'adéquation entre les enseignements, les compétences et les emplois visés.
- Une très bonne insertion professionnelle tant en quantité que dans la qualité des emplois.
- L'apport positif des recherches réalisées au sein des laboratoires d'adossment BETA et CEREFIGE.

Points faibles :

- Une faible place des professionnels dans l'enseignement et l'absence de projets tuteurés.
- Des liens insuffisants avec l'environnement extérieur et aucune ouverture vers l'alternance.
- L'inexistence de rapprochement avec les institutions publiques malgré les débouchés potentiels pour les étudiants.

Avis global et recommandations :

Les étudiants de cette formation bénéficient d'une formation complète et solide, en correspondance directe avec les attentes sur le marché du travail dans les domaines de l'analyse financière, via des méthodologies économétriques et statistiques qui occupent une place centrale dans la formation. Cependant, sur plusieurs aspects, la formation apparaît isolée, voire repliée sur elle-même ; ce qui pourrait compromettre son avenir (pas d'échanges Erasmus Mundus, des mutualisations très limitées avec d'autres mentions de master, pas de partenariats avec d'autres formations locales ou internationales, et seules deux banques partenaires...). De fait, les recommandations tournent autour de trois objectifs : renforcer la place des professionnels, éviter le repli de la formation sur elle-même, renforcer son attractivité.

En premier lieu, si la formation est directement professionnalisante avec des débouchés réels quantitativement et qualitativement parlant, l'appui des professionnels (privés comme publics) reste encore un point d'amélioration. Aucune avancée n'a été réalisée depuis la dernière évaluation qui avait déjà mentionné l'implication réduite des professionnels comme principal point faible. Il serait pertinent de consolider le réseau des professionnels en les faisant davantage intervenir dans la formation (enseignements, cas pratiques...).

En deuxième lieu, l'équipe pédagogique devrait porter attention lors des prochaines années à l'évolution du taux de présence en M1. L'objectif serait d'enrayer la baisse constatée lors des deux dernières promotions dans le but qu'elle ne constitue pas une caractéristique récurrente de la formation, et afin de renforcer l'attractivité effective de la formation. Une stratégie de communication au sein même de l'établissement vers les futurs diplômés de licence et des partenariats extérieurs pourrait être mise en œuvre en faveur de cette attractivité. Dans le même esprit, des regroupements d'UE seraient à définir en termes de blocs de compétences pour accueillir davantage d'étudiants en formation continue tandis que des réflexions autour de la VAE et autour d'une ouverture vers des contrats de professionnalisation ainsi que vers l'alternance, pourraient être menées.

En dernier lieu, il serait intéressant de réfléchir rapidement à une adaptation du calendrier universitaire permettant aux étudiants de commencer leur stage professionnel plus tôt dans l'année, leur permettant de faire des stages de plus longue durée qui, surtout, s'achever avant le 30 septembre.

Observations de l'établissement

L'équipe enseignante souhaite faire part des remarques qui suivent.

1) Les effectifs s'élèvent ces dernières années à une trentaine d'étudiants en M1 et une vingtaine en 2nde année de master (M2).

Ces chiffres sont tout à fait exacts. Il est à noter cependant que les effectifs du M1 sont en hausse cette année (une quarantaine de présents) et que cette amélioration est susceptible de se maintenir l'année suivante. La formation attire un nombre croissant de statisticiens étrangers de bon niveau.

2) La formation profite d'un positionnement géographique à proximité du bassin d'emploi luxembourgeois dans le secteur financier auquel répond en partie la formation. Pour autant, seules deux banques sont citées comme partenaires tandis qu'un rapprochement avec les pouvoirs publics, les décideurs publics, évoqué à raison au début du dossier, ne semble pas se concrétiser.

Effectivement, seules deux banques sont officiellement partenaires du Master. Cependant, du fait de la proximité du Luxembourg et de l'ancienneté de cette formation, nous disposons d'un réseau élargi de contacts d'anciens étudiants devenus professionnels ou tuteurs de stage potentiels de nos étudiants. Des rencontres entre anciens et futurs/nouveaux étudiants sont régulièrement organisées pour cultiver le réseau et le diffuser aux étudiants les plus jeunes. Les chiffres des taux d'insertion témoignent de la bonne réussite de cette organisation dans la pratique. L'existence de partenariats plus officiels et pérennes, notamment avec des institutions publiques, semble cependant une piste très intéressante à suivre pour le futur.

Au niveau de l'Université de Lorraine, la formation est bien spécifique par rapport aux spécialités de l'autre mention de master d'économie (Economie de la firme et des marchés financiers) proposée par l'établissement. Une spécialité Ingénierie et finance de marché existe néanmoins au sein de la mention Finance, contrôle, comptabilité mais dont la dimension quantitative est sensiblement moins marquée.

Effectivement, au sein de l'Université de Lorraine, seule la spécialité IFM est proche de la nôtre. Cependant, sera rattachée à la mention Economie Appliquée dans le prochain quinquennal dans un souci d'accroître la cohérence globale et la rationalisation de l'offre en finance et en techniques quantitatives de l'Université de Lorraine.

Au niveau régional, la formation ne présente pas de coopération avec d'autres formations supérieures. Une spécialité intitulée Statistique et économétrie en Alsace couvre en partie les outils enseignés sur Metz et représente une concurrence potentielle ; toutefois, la spécialisation de la formation ESEF dans le secteur financier la différencie.

Outre ce qui est mentionné plus haut, il faut souligner que la coopération avec la formation ESEF existe implicitement par le biais de l'adossement commun à la recherche au sein du BETA CNRS UMR7522. Cela dit, la dite formation offerte à Strasbourg est plus théorique et la mobilité des étudiants lorrains envers Strasbourg (hormis pour les formations en banque-finance) s'avère relativement faible pour en faire un véritable concurrent de notre formation.

3) Le nombre des intervenants extérieurs listés dans le dossier s'avère par contre insuffisant ; ce qui constitue le principal point faible de la formation. D'une part, les profils professionnels de ces intervenants ne sont pas communiqués. D'autre part, le dossier permet de comptabiliser un professionnel en M1 pour 6,30 % du volume horaire d'enseignement et surtout seulement deux professionnels et un vacataire en M2. Le dossier indique un pourcentage d'interventions professionnelles de 28 % du volume horaire en M2 mais les données fournies par l'établissement ne permettent pas de retrouver ce pourcentage qui atteint seulement 6,55 %.

P.4 : Pour autant, le nombre de professionnels intervenant dans la formation est insuffisant tandis que la maquette, telle que présentée, en insistant autant sur les techniques, octroie une place insuffisante à l'environnement professionnel (contacts avec le milieu professionnel, projet tuteuré, ateliers de mise en situation). L'absence de listes indiquant les entreprises partenaires, les fonctions occupées par les intervenants professionnels, renforce cette impression négative.

Le nombre de professionnels intervenant dans la formation (au-delà de séminaires ponctuels d'anciens étudiants travaillant dans le secteur financier au Luxembourg) est de quatre : un professionnel de la Banque Centrale du Luxembourg, un professionnel de UBS FUND SERVICES au Luxembourg et des membres de la BPCL. Ces enseignants professionnels apparaissent bel et bien dans la liste de l'équipe pédagogique où figure également le nom de l'institution d'appartenance (la fonction n'est cependant pas spécifiée).

Place de l'international (p.5-6) : La formation est tournée vers l'international, s'appuyant sur sa thématique (finance globalisée) et son positionnement géographique à proximité de la frontière luxembourgeoise. De fait, les étudiants étrangers représentent la moitié des effectifs de la mention. Pour autant, la formation ne semble pas chercher à exploiter d'autres atouts dans ce domaine.

Des projets de collaboration avec d'autres universités étrangères ont été récemment lancés, notamment avec l'Université de Poznan (Pologne) et visent à dynamiser à court et à moyen terme la dimension internationale et les échanges internationaux du Master.

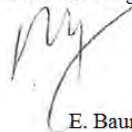
5) Les enquêtes de suivi des étudiants sont réalisées par l'établissement et analysent le devenir des diplômés à 6 et 18 mois. Il n'y a pas d'autres procédures réalisées en interne afin de suivre les étudiants. La mise en place d'un site internet associant actuels et anciens étudiants est une piste d'amélioration intéressante suggérée dans le dossier. La formation ne s'appuie pas (encore) sur une évaluation anonyme de la formation.

Une procédure visant à une évaluation interne des enseignements a été lancée en 2016 par le décanat. Nous espérons disposer de ces informations pour la prochaine évaluation HCERES.

Conclusion du rapport :

La nouvelle offre de formation a anticipé une large partie de ses critiques : le Master va davantage associer les professionnels via notamment la création d'une plage horaire totalement dédiée à des séminaires de professionnels sur les évolutions des outils et des marchés financiers au Luxembourg. Des stratégies de collaborations internationales ont déjà commencé (Université de Poznan) et devraient s'accompagner de la création de cours en anglais pour renforcer son attractivité à l'internationale et accroître nos effectifs. La stratégie de communication sur la filière s'est intensifiée (site internet en cours de création, intensification de la fréquence des réunions entre anciens et futurs/nouveaux étudiants) pour renforcer son attractivité.

Le Vice-Président en charge de la Formation



E. Baumgartner